

## 36. L'AFRIQUE DU SUD

### Contexte

En novembre 1983, la population blanche d'Afrique du Sud a voté en faveur d'une nouvelle constitution accordant une représentation politique restreinte à ceux qui, sous *l'apartheid*, se classaient parmi les groupes raciaux indien et métis. En vertu de la nouvelle constitution, les collectivités indienne et métis se voyaient réserver une chambre chacune dans un parlement tricaméral, mais la chambre des Blancs primait sur les deux autres et les Noirs, qui constituent près des trois quarts de la population sud-africaine, n'étaient pas représentés. Les premières élections sous le nouveau régime ont eu lieu en 1984, mais très peu d'électeurs se sont rendus aux urnes. Les protestations contre la nouvelle constitution, les boycottages scolaires et les manifestations contre les structures administratives locales et les privations économiques se sont multipliés dans toutes les zones résidentielles non blanches.

Les troubles se sont poursuivis tout au long de 1985. Le 21 juillet, le gouvernement a décrété l'état d'urgence dans presque tout le pays et une semaine plus tard, il a interdit les obsèques en plein air. En outre, le *Congress of South African Students* a été frappé d'interdiction, et le président Botha a annoncé qu'il s'opposait à tout régime politique fondé sur le principe du suffrage universel. En novembre, le gouvernement a défendu aux agences de presse étrangères de faire des reportages sur la violence communautaire.

À mesure que l'agitation s'intensifiait au pays même, l'Afrique intensifiait ses pressions sur les États limitrophes. En mars 1984, le Mozambique et l'Afrique du Sud ont signé l'Accord de Nkomati : Prétoria s'engageait à ne plus appuyer la Résistance nationale du Mozambique, tandis que Maputo promettait de fermer les bureaux de *l'African National Congress* (ANC) sur son territoire. Toutefois, en septembre 1985, Prétoria a reconnu avoir violé certaines dispositions de l'Accord. De même, l'entente de non-agression conclue avec l'Angola en janvier 1984 a été violée par l'Afrique du Sud en mai, juin et septembre 1985.